

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 13 MARS 2026

La nouvelle conseillère Mme Véronique Wildgen (CSV) a été assermentée. Le conseil a approuvé l'actualisation des KPI et du Leitbild dans le cadre du Pacte Climat.

Assermentation d'une nouvelle conseillère

En début de séance, le bourgmestre M. Jean Marie Jans (CSV) a assermenté Mme Véronique Wildgen (CSV) en tant que nouvelle conseillère communale. Elle succède à M. Laurent Zeimet, qui a démissionné de ses fonctions de bourgmestre en janvier puis de conseiller communal en février 2026.

Originaire de Fennange, Mme Véronique Wildgen a présenté les grandes lignes de son engagement politique. Elle souhaite contribuer activement au développement de la commune et accorde une attention particulière aux politiques éducatives et à la jeunesse. Elle défend une approche axée sur l'égalité des chances, en insistant sur la nécessité d'offrir à chaque enfant un environnement respectueux, ouvert et inclusif. La conseillère a également mis en avant l'importance des traditions locales et des événements culturels, qu'elle considère comme des éléments essentiels de cohésion sociale. Dans cette même logique, elle souhaite renforcer les politiques en faveur des seniors. Son engagement porte aussi sur la protection de l'environnement, le soutien à l'agriculture locale ainsi que la promotion d'un vivre-ensemble harmonieux dans une commune caractérisée par une grande diversité de nationalités.

Bourgmestre honoraire

Le conseil communal a décidé à l'unanimité des voix d'attribuer le titre de bourgmestre honoraire de la commune de Bettembourg à M. Laurent Zeimet. M. Zeimet a exercé la fonction de bourgmestre de 2011 à 2026. Il a démissionné de la fonction de bourgmestre en janvier 2026, après sa nomination comme président du groupe politique CSV à la Chambre des Députés.

Informations

L'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) a informé le conseil communal du lancement d'un projet intergénérationnel consacré à la biodiversité dans le cadre de l'appel à projets reNature2 de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.

Comme les communes n'étaient pas éligibles, la commune a proposé au Club Aktiv+ deForum de devenir porteur du projet et d'élaborer un programme d'action y relatif en étroite collaboration avec le service d'éducation et d'accueil et le service du développement durable de la commune.



Le projet a finalement été retenu par l'œuvre nationale et bénéficie d'un financement de 47.100 euros. Il se déroulera sur une période de deux ans, d'avril 2026 à avril 2028.

Le projet est destiné à protéger, voire à renforcer la biodiversité sur le territoire communal et est composé de huit modules différents, associant les membres du Club Aktiv+ deForum, les élèves ainsi que tous les citoyens prêts à s'impliquer. Parmi les actions concrètes figurent entre autres des plantations d'arbres et d'arbustes, la création d'habitats pour insectes, l'aménagement de mini-biotopes, la sensibilisation à la biodiversité et des activités pédagogiques destinées à mieux faire connaître les plantes indigènes et les écosystèmes locaux. L'échevine a ajouté que le projet s'inscrit ainsi dans les objectifs du Pacte Nature.

Pacte Climat

Dans le cadre du Pacte Climat, l'échevine Josée Lorsché a présenté l'actualisation des indicateurs clés de performance (KPI) votées par le conseil communal en l'an 2022 ainsi que celle des lignes directrices (Leitbild), deux éléments centraux du pilotage de la politique climatique communale.

Les indicateurs couvrent un ensemble de domaines stratégiques. Ils portent notamment sur la consommation d'eau par habitant, la part des énergies renouvelables dans le chauffage des bâtiments communaux, la réduction de la consommation de chaleur et d'électricité, la production d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire communal, l'électrification du parc automobile communal, le suivi des résultats et la planification ainsi que les conseils aux habitants réalisés à leur domicile. Pour répondre d'une part aux dispositions de la loi et d'autre part à la demande de l'Agence du climat en tant que partenaire principal des communes, deux indicateurs sont soumis à des petites modifications.

M. Jérôme Morbé, responsable du service du développement durable, a ensuite présenté en détail l'état des lieux, le suivi des indicateurs, le bilan de l'année 2025 ainsi que le programme d'activités qui sert de feuille de route pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du Pacte Climat. Les détails figurent dans l'édition 134 du BUET.

M. Patrick Kohn (CSV) a remercié les services communaux et les membres de la Klimateam pour leur engagement constant. Il a souligné que la commune figure parmi les premières à avoir adhéré au Pacte Climat et qu'elle bénéficie aujourd'hui du statut « Or », accompagné de plusieurs distinctions internationales. Selon lui, ces résultats confirment que la commune suit une trajectoire cohérente en matière de climat et de développement durable.

M. Guy Frantzen (LSAP) a soulevé une question relative à l'augmentation du nombre de véhicules électriques. Il s'est interrogé sur le risque que cette évolution, malgré ses avantages, compense en partie les efforts réalisés en matière de réduction de la consommation d'électricité, notamment si une part importante de la flotte se recharge sur les infrastructures communales.

M. Morbé a répondu que les modalités excluent explicitement la consommation liée aux véhicules électriques des calculs relatifs aux bâtiments communaux. La commune identifie séparément les bornes de recharge afin de garantir une lecture correcte des indicateurs.

M. Roby Biwer (LSAP) a salué l'approche structurée et ambitieuse de la commune, en particulier le niveau d'exigence des KPI, souvent supérieur aux objectifs du PNEC (plan national énergie et climat). Il a toutefois critiqué la réduction de l'objectif de production d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire communal, passé de 30,4 % à 25 %. Il juge cette évolution incohérente au regard des ambitions affichées et plaide pour le maintien d'un niveau d'objectif élevé afin d'assurer la cohérence de l'ensemble des indicateurs.

Il a également critiqué une approche trop centrée sur les KPI, estimant qu'elle risque de freiner une politique plus volontariste. Il a mis en avant la forte demande des particuliers en matière de



photovoltaïque et a encouragé la commune à renforcer les incitations plutôt qu'à adapter les objectifs à la baisse.

Mme Lorsché a répondu que la modification de l'indicateur concernant la production d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire communal mentionnée par M. Biwer est basée sur une demande de l'Agence du climat faisant appel à la commune de se conformer au mode de calcul en place. Elle lui a rappelé les efforts déjà engagés par la commune dans le domaine du photovoltaïque, notamment l'installation ou la planification d'équipements sur presque tous les bâtiments et parkings communaux, la mise en place de subventions élevées pour les citoyens et les actions d'information destinées au public. Elle a souligné que la commune ne peut toutefois contraindre ni les entreprises ni les citoyens d'investir dans des énergies renouvelables de sorte que l'indicateur clé en question doit tenir compte de cette limite au niveau du champ d'action de la commune.

Dans cet ordre d'idées, M. Morbé a rappelé que certains KPI dépendent du potentiel global du territoire et non exclusivement de la politique communale, ce qui explique cette révision.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a estimé que l'évolution des indicateurs reste cohérente et que la commune conserve une position solide grâce à une volonté politique claire et une gouvernance efficace. Il a insisté sur la nécessité de traduire les objectifs en actions concrètes et de poursuivre les investissements liés au climat, qu'il considère à la fois bénéfiques pour la qualité de vie et pertinents sur le plan financier.

Mme Lorsché a ensuite présenté quelques ajouts concernant les lignes directrices (Leitbild 2.0), qui définissent l'orientation stratégique globale de la commune en matière de politique climatique et qui ont également déjà été votées en 2022.

Ce document fixe des objectifs à long terme, notamment l'atteinte d'une administration climatiquement neutre à l'horizon 2040 et d'une neutralité climatique à l'échelle territoriale d'ici 2050. Il intègre dorénavant la participation des citoyens, l'implication de la jeunesse ainsi que le renforcement de la coopération régionale.

Mme Lorsché a remercié les membres du team climat pour leur engagement et pour les contributions constructives au niveau de la politique climatique. Le Leitbild est disponible sur le site internet de la commune.

M. Roby Biwer a salué l'ajout de nouveaux chapitres et les objectifs ambitieux, tout en exprimant des réserves concernant le traitement de la biodiversité, qu'il juge insuffisant. Il a rappelé l'interdépendance entre climat et biodiversité et a plaidé pour un renforcement des mesures ainsi que pour une approche davantage construite avec les citoyens.

Mme Lorsché a répondu que, comme on le sait, les enjeux concernant la biodiversité font de leur côté l'objet du Pacte Nature comme instrument central des communes dans la protection de la nature et de la biodiversité. Les lignes directrices du Pacte Climat feraient bel et bien référence à l'engagement de la commune au sein du Pacte Nature, mais ne seraient pas destinées à en reprendre tous les détails. L'échevine rappelle que la commune de Bettembourg est la seule commune du pays à se distinguer par une certification « Or » dans le Pacte Nature. Les nombreuses actions déjà mises en œuvre ainsi que la plus haute distinction nationale livraient déjà à elles seules la preuve de l'engagement de la commune dans ce domaine.

Dans ce contexte, M. Morbé a encore souligné que le Pacte Climat et le Pacte Nature constituent deux cadres distincts au niveau national et que la stratégie relative à la biodiversité fait également l'objet d'un suivi spécifique.

L'adaptation des indicateurs clés (KPIs) dans le cadre du Pacte Climat 2.0 ainsi que les lignes directrices (Leitbild 2.0) a été approuvée avec 9 voix contre 6 abstentions.



Plan pluriannuel de financement

Le conseil communal a pris connaissance du plan pluriannuel de financement (PPF) pour la période 2026-2029. Ce document sera examiné de manière approfondie au sein de la commission des Finances.

Syndicats intercommunaux

Mme Linda Kunsch (LSAP) a attiré l'attention sur le projet Alpha (alphabétisation en français), en se référant à un rapport du SYVICOL qui met en évidence une situation tendue dans plusieurs communes, notamment en raison du manque de salles de classe. Elle a posé la question de savoir si la commune de Bettembourg est également confrontée à ce problème.

Mme Josée Lorsché a expliqué que la commission scolaire a abordé le sujet du projet Alpha en détail dans une réunion à laquelle M. Kunsch était absente. Selon ses explications, les comités d'école travaillent sur plusieurs scénarios possibles, sachant que certains paramètres restent encore à définir, à savoir le nombre d'enfants concernés et la taille des groupes, qui dépendront entre autres des choix des parents. Quant à la question des infrastructures nécessaires pour mettre en œuvre le projet, elle a indiqué que les trois campus scolaires de la commune disposent tous d'un nombre suffisant de salles. La critique du parti socialiste portant sur la grande taille du campus scolaire « Em de Bëchel », serait d'autant moins fondée du fait que toutes les salles de classe seraient d'ores et déjà occupées, alors que pour le projet ALPHA, des salles supplémentaires seraient le cas échéant à disposition au niveau du SEA.

L'échevine a néanmoins souligné que la principale incertitude concerne les ressources humaines. Elle a rappelé la pénurie déjà existante dans le secteur de l'enseignement et s'est interrogée sur la disponibilité du personnel qualifié supplémentaire. Elle a précisé que cette question relève du ministère, responsable de l'attribution des postes et des heures d'enseignement dans l'école fondamentale.

Changements dans les commissions

Le conseil communal a approuvé plusieurs changements au sein des commissions consultatives communales sur proposition du CSV : au sein de la commission de la Culture et du Tourisme, M. Frédéric Tavares remplacera Mme Nancy Diederich et M. Yannick Funck remplacera Mme Marie-Jeanne Zamperini. M. Luc Klonski remplacera M. Alain Gillet au sein de la commission des Finances et des Expertises.



BERICHT DES GEMEINDERATES VOM 13. MÄRZ 2026

Die neue Gemeinderätin Véronique Wildgen (CSV) wurde vereidigt. Der Gemeinderat hat zudem die Aktualisierung der KPIs und des Leitbilds im Rahmen des Klimapakts genehmigt.

Vereidigung einer neuen Gemeinderätin

Zu Beginn der Sitzung vereidigte Bürgermeister Jean Marie Jans (CSV) Véronique Wildgen (CSV) als neue Gemeinderätin. Sie tritt die Nachfolge von Laurent Zeimet an, der im Januar von seinem Amt als Bürgermeister und im Februar 2026 von seinem Amt als Gemeinderat zurückgetreten war.

Véronique Wildgen, die aus Fenningen stammt, stellte die Grundzüge ihres politischen Engagements vor. Sie möchte aktiv zur Entwicklung der Gemeinde beitragen und legt besonderen Wert auf Bildungs- und Jugendpolitik. Sie vertritt einen auf Chancengleichheit ausgerichteten Ansatz und betont die Notwendigkeit, jedem Kind ein respektvolles, offenes und inklusives Umfeld zu bieten. Die neue Gemeinderätin hob zudem die Bedeutung lokaler Traditionen und kultureller Veranstaltungen hervor, die sie als wesentliche Elemente des sozialen Zusammenhalts betrachtet. In diesem Sinne möchte sie die Politik zugunsten älterer Menschen stärken. Ihr Engagement erstreckt sich auch auf den Umweltschutz, die Unterstützung der lokalen Landwirtschaft sowie die Förderung eines harmonischen Zusammenlebens in einer Gemeinde, die durch eine große Vielfalt an Nationalitäten geprägt ist.

Ehrenbürgermeister

Der Gemeinderat hat einstimmig beschlossen, Laurent Zeimet den Titel des Ehrenbürgermeisters der Gemeinde Bettembourg zu verleihen. Laurent Zeimet bekleidete das Amt des Bürgermeisters von 2011 bis 2026. Er trat im Januar 2026 von seinem Amt zurück, nachdem er zum Vorsitzenden der CSV-Fraktion in der Abgeordnetenversammlung ernannt worden war.

Informationen

Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) informierte den Gemeinderat über den Start eines generationsübergreifenden Projekts zum Thema Biodiversität im Rahmen der Projektausschreibung „reNature2“ der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.

Da Gemeinden nicht förderfähig waren, schlug die Gemeinde dem Club Aktiv+ deForum vor, als Projektträger zu fungieren und in enger Zusammenarbeit mit dem SEA sowie der Abteilung für nachhaltige Entwicklung der Gemeinde ein entsprechendes Aktionsprogramm auszuarbeiten. Das Projekt wurde schließlich von der Oeuvre Nationale ausgewählt und erhält eine Förderung in Höhe von 47.100 Euro. Es wird über einen Zeitraum von zwei Jahren, von April 2026 bis April 2028, durchgeführt.

Das Projekt zielt darauf ab, die Biodiversität auf dem Gemeindegebiet zu schützen und zu stärken. Es besteht aus acht verschiedenen Modulen, an denen die Mitglieder des Club Aktiv+ deForum, Schulklassen und Betreuungsgruppen, sowie alle Bürger, die sich dazu engagieren wollen, teilnehmen können. Zu den konkreten Maßnahmen gehören unter anderem das Pflanzen von Bäumen und Sträuchern, die Schaffung von Lebensräumen für Insekten, die Anlage von Mini-Biotopen, Sensibilisierungsmaßnahmen sowie pädagogische Aktivitäten, die darauf abzielen, einheimische von nicht einheimischen Pflanzen zu unterscheiden und Kenntnisse über



lokale Ökosysteme zu vermitteln. Die Schöffin fügte hinzu, dass das Projekt somit im Einklang mit den Zielen des Naturpakts steht.

Klimapakt

Im Rahmen des Klimapakts stellte Schöffin Josée Lorsché die Aktualisierung der vom Gemeinderat im Jahr 2022 verabschiedeten Leistungskennzahlen (KPI) sowie die Überarbeitung des Leitbilds vor – zwei zentrale Elemente der Steuerung der kommunalen Klimapolitik.

Die Indikatoren decken eine Reihe strategischer Bereiche ab. Sie beziehen sich insbesondere auf den Pro-Kopf-Wasserverbrauch, den Anteil erneuerbarer Energien bei der Beheizung kommunaler Gebäude, die Reduzierung des Wärme- und Stromverbrauchs, die Erzeugung erneuerbarer Energien auf dem gesamten Gemeindegebiet, die Elektrifizierung des kommunalen Fuhrparks, die Ergebnisüberwachung und Planung sowie die Beratung der Einwohner in deren Wohnungen. Um sowohl den gesetzlichen Bestimmungen als auch den Vorgaben der Klima-Agence als Hauptpartner der Gemeinden gerecht zu werden, werden zwei Indikatoren geringfügig angepasst.

Jérôme Morbé, Leiter der Abteilung für nachhaltige Entwicklung, stellte anschließend detailliert die Bestandsaufnahme, die Überwachung der Indikatoren, die Bilanz für das Jahr 2025 sowie das Aktivitätenprogramm vor, das als Fahrplan zur Erreichung der im Rahmen des Klimapakts festgelegten Ziele dient. Die Einzelheiten finden in der Ausgabe 134 des BUET.

Patrick Kohn (CSV) dankte den kommunalen Dienststellen und den Mitgliedern des Klimateams für ihr unermüdliches Engagement. Er betonte, dass die Gemeinde zu den ersten gehörte, die dem Klimapakt beigetreten sind, und dass sie heute den Status „Gold“ sowie mehrere internationale Auszeichnungen vorweisen kann. Seiner Ansicht nach bestätigen diese Ergebnisse, dass die Gemeinde einen konsequenten Kurs in den Bereichen Klima und nachhaltige Entwicklung verfolgt.

Guy Frantzen (LSAP) warf eine Frage bezüglich der steigenden Zahl von Elektrofahrzeugen auf. Er fragte, ob diese Entwicklung trotz ihrer Vorteile die Anstrengungen zur Senkung des Stromverbrauchs teilweise zunichtemachen könnte, insbesondere wenn ein großer Teil der Flotte an kommunalen Ladeinfrastrukturen aufgeladen wird.

Jérôme Morbé antwortete, dass der Klimapakt den Verbrauch durch Elektrofahrzeuge ausdrücklich aus den Berechnungen für kommunale Gebäude ausschließen. Die Gemeinde erfasst die Ladestationen separat, um eine korrekte Auswertung der Indikatoren zu gewährleisten.

Roby Biver (LSAP) lobte den strukturierten und ehrgeizigen Ansatz der Gemeinde, insbesondere das hohe Anforderungsniveau der KPIs, das oft über den Zielen des PNEC (Nationaler Energie- und Klimaplan) liegt. Er kritisierte jedoch die Senkung des Ziels für die Erzeugung erneuerbarer Energien auf dem gesamten Gemeindegebiet von 30,4 % auf 25 %. Er hält diese Entwicklung angesichts der erklärten Ambitionen für inkonsequent und plädiert für die Beibehaltung eines hohen Zielniveaus, um die Kohärenz aller Indikatoren zu gewährleisten.

Er kritisierte zudem einen zu stark auf KPIs ausgerichteten Ansatz, da dieser seiner Meinung nach eine proaktivere Politik bremsen könnte. Er verwies auf die starke Nachfrage von Privatpersonen nach Photovoltaikanlagen und ermutigte die Gemeinde, die Anreize zu verstärken, anstatt die Ziele nach unten anzupassen.

Josée Lorsché antwortete, dass die von Roby Biver erwähnte Änderung des Indikators zur Erzeugung erneuerbarer Energien auf dem gesamten Gemeindegebiet auf einer Vorgabe der



Klima-Agence beruhe, wonach sich die Gemeinde an die geltende Berechnungsmethode halten solle. Sie erinnerte an die bereits unternommenen Anstrengungen im Bereich der Photovoltaik, insbesondere die Installation oder Planung von Anlagen auf nahezu allen kommunalen Gebäuden und Parkplätzen, die Einführung hoher Fördermittel für die Bürger sowie Informationsmaßnahmen für die Öffentlichkeit.

Sie betonte, dass die Gemeinde aber weder Unternehmen noch Bürger dazu verpflichten kann, in erneuerbare Energien zu investieren, sodass der betreffende Schlüsselindikator diese Einschränkung bezüglich der kommunalen Handlungsfelder berücksichtigen muss.

In diesem Zusammenhang erinnerte Jérôme Morbé daran, dass bestimmte KPIs vom Gesamtpotenzial des Gebiets und nicht ausschließlich von der Kommunalpolitik abhängen, was diese Überarbeitung erklärt.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) vertrat die Ansicht, dass die Entwicklung der Indikatoren konsistent bleibt und die Gemeinde dank eines klaren politischen Willens und einer effizienten Governance eine solide Position beibehält. Er betonte die Notwendigkeit, die Ziele in konkrete Maßnahmen umzusetzen und die klimabezogenen Investitionen fortzusetzen, die er sowohl als vorteilhaft für die Lebensqualität als auch als finanziell sinnvoll erachtet.

Josée Lorsché stellte anschließend einige Ergänzungen zu den Leitlinien (Leitbild 2.0) vor, die die allgemeine strategische Ausrichtung der Gemeinde in der Klimapolitik definieren und ebenfalls bereits im Jahr 2022 verabschiedet wurden.

Dieses Dokument legt langfristige Ziele fest, darunter die Erreichung einer klimaneutralen Verwaltung bis 2040 und der Klimaneutralität auf Gemeindeebene bis 2050. Es berücksichtigt fortan die Bürgerbeteiligung, die Einbindung der Jugend sowie die Stärkung der regionalen Zusammenarbeit.

Die Schöffin dankte den Mitgliedern des Klimateams für ihr Engagement und ihre konstruktiven Beiträge zur Klimapolitik. Das Leitbild ist auf der Website der Gemeinde verfügbar.

Roby Biver begrüßte die Aufnahme neuer Kapitel und die ehrgeizigen Ziele, äußerte jedoch Vorbehalte hinsichtlich der Behandlung der Biodiversität, die er für unzureichend hält. Er wies auf die Wechselbeziehung zwischen Klima und Biodiversität hin und plädierte für eine Verstärkung der Maßnahmen sowie für einen stärker auf die Bürger ausgerichteten Ansatz.

Josée Lorsché antwortete, dass die Herausforderungen im Bereich der Biodiversität bekanntermaßen Gegenstand des Naturpakts seien, der als zentrales Instrument der Gemeinden für den Schutz der Natur und der Biodiversität dient. Die Leitlinien des Klimapakts verweisen zwar auf das Engagement der Gemeinde im Rahmen des Naturpakts, sind jedoch nicht dazu bestimmt, alle Einzelheiten daraus zu übernehmen. Sie erinnerte daran, dass die Gemeinde Bettembourg die einzige Gemeinde des Landes ist, die sich durch eine „Gold“-Zertifizierung im Naturpakt auszeichnet. Die zahlreichen bereits umgesetzten Maßnahmen sowie die höchste nationale Auszeichnung seien bereits für sich genommen ein Beweis für das Engagement der Gemeinde in diesem Bereich.

In diesem Zusammenhang betonte auch Jérôme Morbé, dass der Klimapakt und der Naturpakt auf nationaler Ebene zwei getrennte Rahmenwerke darstellen und dass die Strategie zur Biodiversität ebenfalls Gegenstand einer spezifischen Überwachung ist.

Die Anpassung der Schlüsselindikatoren (KPIs) im Rahmen des Klimapakts 2.0 sowie der Leitlinien (Leitbild 2.0) wurde mit 9 Stimmen bei 6 Enthaltungen angenommen.



Mehrfähriger Finanzierungsplan

Der Gemeinderat hat den mehrjährigen Finanzierungsplan (PPF) für den Zeitraum 2026–2029 zur Kenntnis genommen. Dieses Dokument wird im Finanzausschuss eingehend geprüft.

Interkommunale Verbände

Linda Kunsch (LSAP) machte auf das ALPHA-Projekt (Alphabetisierung auf Französisch) aufmerksam und verwies dabei auf einen Bericht des SYVICOL, der eine angespannte Situation in mehreren Gemeinden aufzeigt, insbesondere aufgrund des Mangels an Klassenzimmern. Sie stellte die Frage, ob die Gemeinde Bettembourg ebenfalls mit diesem Problem konfrontiert ist.

Schöffin Josée Lorsché erklärte, dass der Schulausschuss das ALPHA-Projekt in einer Sitzung, an der Linda Kunsch nicht teilgenommen hatte, ausführlich behandelt habe. Ihren Erläuterungen zufolge arbeiten die Schulkomitees an mehreren möglichen Szenarien, wobei einige Parameter noch zu definieren sind, insbesondere die Anzahl der betroffenen Kinder und die Gruppengröße, die unter anderem von den Entscheidungen der Eltern abhängen werden.

Was die für die Umsetzung des Projekts erforderlichen Klassenzimmer betrifft, wies sie darauf hin, dass die drei Schulstandorte der Gemeinde über ausreichend Räumlichkeiten verfügen. Die Kritik der Sozialistischen Partei hinsichtlich der Größe des Schulcampus „Ëm de Bëchel“ sei umso mehr unbegründet, da alle Klassenzimmer bereits belegt seien, während gegebenenfalls zusätzliche Räume des SEA während der Schulzeiten für das ALPHA-Projekt zur Verfügung stünden.

Die Schöffin unterstrich, dass die größte Unsicherheit den Bereich der personellen Ressourcen betreffe. Sie verwies auf den bereits bestehenden Personalmangel im Bildungssektor und hinterfragte die Verfügbarkeit von ausreichend qualifiziertem Personal. Sie stellte klar, dass diese Frage in die Zuständigkeit des Ministeriums fällt, das für die Vergabe von Stellen und Unterrichtsstunden in der Grundschule verantwortlich ist.

Änderungen in den beratenden Kommissionen

Der Gemeinderat hat auf Vorschlag der CSV mehrere Änderungen in den kommunalen Beratungsgremien beschlossen: In der beratenden Kommission für Kultur und Tourismus wird Frédéric Tavares Nancy Diederich ersetzen, und Yannick Funck tritt die Nachfolge von Marie-Jeanne Zamperini an. Luc Klonski wird Alain Gillet in der beratenden Kommission für Finanzen und Gutachten ersetzen.

